



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE,
ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE**

AGENCE FRANCE TRÉSOR

139, rue de Bercy - PARIS (12^e)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
DGT-AFT-2026-02

REALISATION D'AUDITS POUR L'AGENCE FRANCE TRÉSOR (AFT)

**DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES DOSSIERS
LE 25 NOVEMBRE 2026 À 12H00**

La procédure de consultation est passée conformément à l'article L. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5.

ARTICLE 1 – PRESENTATION DU MARCHE

1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR

L'État,

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique,

Représenté par le Directeur de l'Agence France Trésor

139, rue de Bercy

75572 Paris Cedex 12

Désigné dans ce qui suit par le terme « Administration ».

1.2. OBJET DU MARCHE ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti et a pour objet la réalisation de deux (2) audits pour l'AFT :

1er lot : Réalisation d'un audit interne pluriannuel ;

2ème lot : Réalisation d'un audit sur le pilotage des risques financiers et les procédures prudentielles mises en œuvre pour les opérations relatives à la gestion de la dette négociable et de la trésorerie de l'Etat.

Code CPV : 79212100 (services d'audit financier).

1.3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres, conformément à L. 2124-2 et aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5.

Le marché est alloti comme suit :

1er lot : Réalisation d'un audit interne pluriannuel pour l'Agence France Trésor

2ème lot : Réalisation d'un audit sur le pilotage des risques financiers et les procédures prudentielles mises en œuvre pour les opérations relatives à la gestion de la dette négociable et de la trésorerie de l'Etat.

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

1.4. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5. PRIX DU MARCHE

Chaque lot est conclu à prix forfaitaire, révisable et annuel. Ce prix, défini par le titulaire dans son offre, comprend la réalisation des prestations ainsi que l'ensemble des frais de toutes natures liés à l'exécution du marché (ex : honoraires, frais de déplacement, photocopies, ...) et le transfert de propriété des livrables pendant la durée totale du marché.

Les prix sont formulés hors taxe (HT), et toutes taxes comprises (TTC).

Le prix est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois (M0) correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

A chaque reconduction, le prix est révisé à la date anniversaire de la notification par application de la formule :

$$P = P_o \times (\text{Syn} / \text{Syn}_o)$$

dans laquelle :

P_o = prix initial indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement,

Syn_o = indice syntec du mois de remise des offres,

Syn = la dernière valeur de ce même indice disponible le mois de la révision.

1.6. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire et dans les locaux désignés par l'Agence France Trésor (sur son site 139 rue de Bercy, Paris 12ème).

1.7. DUREE DU MARCHE

Chaque lot est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il est renouvelable deux fois par tacite reconduction. Sa durée maximale ne pourra excéder trois ans.

En cas de non-reconduction du lot, l'Administration doit notifier sa décision au titulaire au moins 2 mois avant le terme de celui-ci. Le Titulaire ne peut alors prétendre à aucune indemnité fondée sur l'absence de reconduction.

ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier est constitué des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP),
- l'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- les formulaires de candidature DC1 et DC2 ;

2.2 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET QUESTIONS

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État

(PLACE) : <https://www.marchespublics.gouv.fr> au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

2.3 POSSIBILITE DE MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

L'Administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications mineures au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.4 ESPACE FOURNISSEUR

Les Ministères économiques et financiers (MEF) sont engagés dans une volonté de construire une relation éthique et équilibrée avec leurs fournisseurs. Les candidats sont ainsi invités à consulter l'espace mis à leur disposition et à prendre connaissance de la charte éthique des fournisseurs ainsi que des engagements des MEF en faveur d'une relation responsable et équilibrée :

[Nos engagements | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr)

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

3.1 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

3.2 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (joint au dossier de consultation) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (joint au dossier de consultation) ou équivalent, dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet :

- tous documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise
- une attestation de régularité fiscale à jour, permettant de certifier que le candidat est en règle vis-à-vis de ses obligations déclaratives et de paiement ;
- une attestation de vigilance délivrée par l'URSAFF datant de moins de 6 mois.

3.2 GROUPEMENT

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il est demandé aux candidats présentant des candidatures groupées d'indiquer s'ils s'associent sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint. En cas de groupement conjoint, un mandataire solidaire devra être désigné.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

3.3 SOUS-TRAITANCE

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des

capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4_2023_Durée_contrat_sous_traitance.docx

Dans le cas d'une candidature avec sous-traitant, le candidat (ou le groupement candidat) doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant des capacités du sous-traitant s'il souhaite s'appuyer sur celles-ci.

Un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat (individuel ou membre d'un groupement) et en tant que sous-traitant auprès d'un autre candidat.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES

4.1. CONTENU DES OFFRES

Les soumissionnaires transmettent, pour chaque lot, les documents suivants :

- Le formulaire **ATTRI1 « Acte d'engagement »** propre à chaque lot, complété et signé ;
- Un **dossier technique d'une longueur maximale de 30 pages** (hors annexes éventuelles) présentant :
 - la méthodologie proposée, dont l'organisation pour réaliser les prestations attendues, les garanties apportées en termes de disponibilité et tous les éléments permettant à l'Administration de juger de la qualité technique de l'offre,
 - Le calendrier pluriannuel prévisionnel détaillant les processus audités mentionnés dans le CCP.
 - la présentation de l'équipe proposée pour l'exécution de ce marché. Cette présentation doit comporter le nombre d'intervenants ainsi que le CV de chacun d'entre eux et détailler leur expérience professionnelle, notamment leurs spécialisations dans les marchés financiers et dans les systèmes d'information de gestion de ces opérations.
 - les références vérifiables (grandes entreprises, clients publics, en précisant les noms et numéros de téléphone des responsables) de l'équipe dans le domaine objet du présent marché,
 - le responsable administratif et technique de l'exécution du présent contrat ;
 - Les mesures de réduction de l'impact environnemental pour l'exécution des prestations (par exemple : optimisation des déplacements, solutions de réemploi et de location, dispositifs de réduction des déchets formations

au numérique responsable proposée à son équipe pendant la durée du marché, les bonnes pratiques en matière de durabilité et de recyclabilité des matériels affectés à la réalisation des prestations (reconditionnement, emplois de matières recyclés...), etc.).

- **Une annexe technique de décomposition des charges**, qui détaille, par type de profil de l'équipe proposée, les tâches confiées et la charge estimée en jour(s).

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l'offre. La faculté de régularisation des offres est laissée à la discrétion de l'Administration conformément aux dispositions de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique. L'appréciation des offres sera fondée sur les critères figurant à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

4.2 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.3 LANGUE DEVANT ETRE UTILISEE DANS TOUS LES DOCUMENTS

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française, à l'exception des documents (rapport) dont il est expressément demandé la traduction en anglais au titre des prestations objet du marché.

4.4 UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire est l'euro.

4.5 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant 120 jours à compter de la date limite de remise des plis indiquée à l'article 5 du présent règlement.

ARTICLE 5 - DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS ET MODALITES DE TRANSMISSION

Les plis devront être transmis au plus tard le **25/11/2026 à 12h00**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Toute entreprise souhaitant soumissionner pour plusieurs lots doit déposer un dossier de candidature et d'offre distinct pour chaque lot visé.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier de consultation modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

L'envoi des documents doit être effectué par voie électronique sur le site : www.marches-publics.gouv.fr. Le candidat veille à ce que la transmission de son offre soit effective (accusé de réception émis par la plate-forme) avant l'heure limite de dépôt des plis.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur

Les candidats s'assurent que les messages envoyés par la Plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les candidats, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure, doivent tenir compte des indications suivantes :

Format des fichiers

- Précision des formats que la personne publique peut lire : ".doc", ".xls", ".pdf", ".zip".
- Le candidat est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe" ;
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
 - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Par ailleurs, le candidat tient compte des indications décrites en annexe 1 du présent règlement, concernant la présentation d'une copie de sauvegarde.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET CRITERES D'ATTRIBUTION

6.1 - SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures seront examinées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché, à partir des éléments visés à l'article 3 du règlement de consultation.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

○ *Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs*

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

○ *Vérification des motifs d'exclusion*

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les opérateurs économiques se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclus de la procédure.

En application des dispositions de l'article R.2144-4 du même code, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

6.2 SELECTION DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

L'appréciation des offres sera fondée sur les critères suivants, pour chacun des deux lots indépendamment :

1) La valeur technique de l'offre - 50 points - se décomposant comme suit :

- L'adéquation entre l'équipe proposée et ses capacités professionnelles et techniques au regard des prestations objet du marché. → 20 points.
- La compréhension du besoin et du contexte et la pertinence et cohérence de la méthodologie proposée pour répondre aux demandes de l'Administration → 30 points.

2) Le prix - 40 points :

- L'appréciation du prix sera faite selon la formule : $\text{note de l'offre} = (P_0 / P_{MD}) \times 40$
où, P_0 est le prix de l'offre considérée, P_{MD} le prix de l'offre la moins-disante.

3) Critère environnemental – 10 points :

- Prise en compte des enjeux de développement durable et pertinence des mesures proposés dans le cadre de l'exécution des prestations, au-delà des obligations énoncées à l'article 19 du cahier des clauses particulières (CCP).

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DES MARCHES

Chaque lot est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

17.3 VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que des seuls soumissionnaires auxquels il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTRI1)** et ses éventuelles annexes, conforme à celui remis dans l'offre et signé, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés

7.3 - MISE AU POINT

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

ARTICLE 8 - SIGNATURE DU MARCHE

Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les exigences relatives aux certificats de signature et les formats de signature autorisés sont précisés en annexe n° 2 au présent RC.

ANNEXE 1 - COPIE DE SAUVEGARDE

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, fixant les modalités de mise à dispositions des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde en son article 2, parallèlement à l'envoi électronique, les opérateurs économiques peuvent transmettre **sous pli scellé** à l'Administration, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB...) ou bien sur support papier, **qui comporte obligatoirement la mention : « Copie de sauvegarde » ainsi que la raison sociale de l'entreprise et l'objet du marché – « Ne pas ouvrir ».**

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'administration dans les délais impartis pour la remise des offres à l'adresse suivante :

Ministère de l'économie et des finances
Direction générale du Trésor
Bureau BUDGET – Teledoc 593
A l'attention de Mme Inès DIZ GANITO
139, rue de Bercy -75572 Paris Cedex 12
Bâtiment VAUBAN 2ème étage - Pièces 2076 Sud 5

Les copies de sauvegarde doivent parvenir à cette adresse au plus tard le 25/11/2026 à 12h00

En aucun cas les copies de sauvegarde ne doivent être déposées à l'accueil des ministères

Les documents figurant sur ce support seront signés ou pas au moment du dépôt de l'offre.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

- ***Les dossiers qui sont remis ou dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure limites de remise des plis, ne sont pas retenus ; ils sont renvoyés à leur expéditeur.***
- ***Les candidats n'auront pas la possibilité de retirer leur offre, ni d'adresser une offre rectificative après la date limite de remise des plis.***

ANNEXE 2 - SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature de documents peut être effectuée par le biais d'une signature électronique ou par le biais d'une signature manuscrite.

Plus d'informations :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf

La signature électronique est un document sous forme électronique qui a pour but d'authentifier l'identité de la personne signataire (carte d'identité), l'intégrité des documents échangés (protection contre toute altération) et l'assurance de non répudiation (impossibilité de renier sa signature).

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

ANNEXE 3 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique,
Représenté par le Directeur de l'Agence France Trésor
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique
Représenté par le Directeur de l'Agence France Trésor

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, du ministère en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.